



## Stats

### Président

Christian Favre

### Bulletinier

Christian Minacci

### Invités

M. Andreas

Koopmann invité  
du club

### Visiteurs

Antoine Adler, du  
RC Chablais.ch

### Visites extérieures

Julien Hoefliger au  
RC Aubonne le 19

### Présence

recalculé à: 58% car  
aidé par l'Apéro  
Time (8)

### Apéritif

Offert par le club

## Prochaine

**vendredi 27  
novembre,  
12h00**

**Couronne  
d'Yvorne**

Au programme:

**Conf reclass  
Maurice Turrian  
CHABLAIS LAN**

Bulletinier:

**Vincent Mottier**

## Où va l'industrie suisse ?

Andreas Koopmann donne des pistes



L'un des points d'orgue de l'année présidentielle de Christian Favre, la conférence de M. Andreas Koopmann était très attendue.

**DONNEZ DE VOTRE PERSONNE,  
DONNEZ DE VOTRE ARGENT,  
SOLLICITEZ VOS AMIS OU VOS  
PARTENAIRES D'AFFAIRE**

Tel est le vibrant  
appel du président  
Christian Favre à tous  
ses Rotariens en faveur  
de la LAN PARTY



**CHABLAIS LAN**

Faire don de soi au monde

## Situation de la place industrielle suisse – Où sommes-nous ? Où allons-nous ?<sup>1</sup>

Un homme qui, au niveau Suisse, est doté d'une expérience et d'une connaissance peu communes dans le monde industriel. CEO de Bobst de 1989 à 2009, il a conduit cette entreprise à un essor remarquable et a démontré des qualités humaines reconnues non seulement par ses pairs, mais par ses collaborateurs. Le président se souvient d'un témoignage particulièrement émouvant du président retraité de la commission du personnel qui évoquait les qualités de dialogue et de respect d'autrui de celui qui aurait dû être un adversaire. Aujourd'hui



membre des conseil d'administration de Nestlé et du Crédit Suisse, président de celui de Georg Fischer SA, membre de l'Advisory bord de l'EPFL et ancien rotarien de Lausanne ouest, Andreas Koopmann exprime son plaisir à partager quelques réflexions avec les membres du RC Aigle.

Il a convenu avec le président d'évoquer la situation de la place industrielle suisse, un sujet qui l'a toujours passionné, de par le fait qu'il exige une attention constante en raison de la base des coûts particulièrement élevée en comparaison internationale. L'économie industrielle prise au sens large, peut être définie par son but premier, celui d'ajouter de la va-

<sup>1</sup> [La transcription de la conférence de Monsieur Koopmann figure sur le site Internet du RC Aigle >>>](#)

leur à de la matière.

Il propose d'introduire le sujet puis d'en débattre en rappelant tout d'abord quelques éléments qui font la force de notre place industrielle, même si certains semblent évidents à beaucoup, mais dont la subsistance dans la durée implique qu'on leur prête la plus grande attention. Suivront quelques remarques personnelles sur des faiblesses qu'il conviendra de corriger, pour terminer son exposé avec une appréciation de la situation que vivent les mondes industriels et touristiques suisses depuis le 15 janvier 2015 et la décision de la BNS.

Andreas Koopmann considère que le premier élément qui fait la force de notre place industrielle est la stabilité politique du pays qui offre aux entreprises la possibilité d'investir en sachant où elles vont. Tout aussi importante est la sécurité de l'Etat de droit, qui n'est pas donnée dans d'autres pays. On sent toutefois quelques brèches dans cet Etat de droit, lorsque l'on considère la rapidité des changements qui ont été imposés aux banques dans les dix dernières années, conséquences de pressions externes considérables. L'initiative sur l'impôt sur les successions en est un autre exemple, heureusement refusée par le peuple, mais qui introduisait une application rétrospective et qui aurait donc modifié une situation de droit parfaitement claire et bien établie. Ces évolutions dans la sécurité de l'Etat de droit sont particulièrement observées par les investisseurs étrangers et méritent d'être rapidement stabilisées afin que le pays continue à être perçu comme étant clair dans ses idées et dans son droit. Le troisième atout est notre système de formation, particulièrement notre formation duale, enviée par tous nos



voisins et partenaires. Il faut que l'économie privée en garde le contrôle et ne la confie pas à l'Etat, ce qui implique des efforts financiers en conséquence. Le résultat en vaut la chandelle puisque, du temps où M. Koopmann était CEO de Bobst, plus de 75% des cadres étaient issus de la filière d'apprentissage de la maison. Le partenariat social tel que pratiqué en Suisse est un autre point fort à mentionner. Sans oublier que le patronat et les syndicats ont des rôles à jouer et qu'ils se doivent de les jouer, la recherche constante de solutions non dogmatiques et issues de compromis doit continuer à être leur objectif principal. Sans aller très loin en Europe, on constate les ravages d'attitudes dogmatiques de part et d'autre et l'on ne peut que travailler ensemble à la poursuite de cet esprit de compromis typiquement suisse. Cinquième élément positif à relever, l'attitude positive de la population vis-à-vis de l'économie, de son importance dans le bien-être général. Notre multiculturalisme, notre multilinguisme et le fait de savoir vivre ensemble et se tolérer malgré nos différences évidentes sont des énormes richesses. Un dernier point, peut-être un peu curieux est le fait que les suisses ont le «complexe du petit», conscient de la taille et de la puissance réelle du pays. c'est aux yeux de M. Koopmann un atout, car il nous rappelle sans cesse que rien n'est acquis, que l'on a rien pour rien et qu'il faut se battre tous les jours pour défendre sa place.

A ces considérations positives, il est bon de considérer quelques éléments de faiblesse toute relative au premier rang desquels la lenteur de notre système et notre difficulté à s'adapter à des évolutions nationales ou internationales qui peut nous jouer certains tours. Lié à cela et sans avoir de réponses précises à cette question. M. Koopmann se demande si notre système politique amène suffisamment de compétences dans les hauts niveaux de décisions. Il est compliqué pour un conseiller fédéral ou pour nos parlementaires fédéraux, tous miliciens, de maîtriser toute la complexité des dossiers qu'ils ont à traiter. Il ne prêche pas pour un système politique professionnel, mais se pose la question du soutien nécessaire à leur apporter pour pouvoir attirer des personnalités de haut calibre. Une troisième faiblesse à mentionner provient du fait que nous avons eu une vie peut-être trop facile jusqu'ici, traversant les crises récentes avec succès, ce qui, pour certains de nos concitoyens, est somme toute normal. Il ne

faut toutefois pas sous-estimer le piège de l'autosatisfaction qui nous guette, alors que nous entrons dans une période probablement plus tendue dans les deux ou trois années qui viennent. Les fondamentaux de notre économie, faible taux de chômage, niveau de formation remarquable, faible taux de pauvreté, sont excellents mais ils ne faut pas les considérer comme un droit acquis. Nous avons de ce fait un peu tendance à se considérer comme les meilleurs et par conséquent un peu de difficulté à se remettre en cause. La mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse illustre parfaitement ce point. L'impatience de certains doit être tempérée par l'importance donnée à ce thème par les représentants de l'union européenne et l'on se doit de réaliser que nous n'avons pas toujours le pouvoir d'imposer nos vues à d'autres et que l'on doit se remettre à notre échelle.

Ces éléments positifs et négatifs étant posés, M. Koopmann, conscient d'être un peu provocatif, rappelle que, bien que l'abandon du taux plancher par la BNS touche directement beaucoup de nos entreprises, il a connu un dollar à 4.60 Frs en des temps pas si lointains, dollar qui s'est progressivement effrité, de même que le franc français. La garantie du taux plancher a donc offert un répit de trois ans et demi à l'économie. La difficulté actuelle est donc liée à la brutalité de la baisse et les entreprises qui n'ont pas profité de cette période de répit pour continuer à faire des réformes structurelles en paient le prix aujourd'hui. C'est peut-être facile à dire, mais il ne faut jamais oublier qu'une économie est par définition en constante restructuration, avec toutes les réserves liées à ce terme. Certaines activités que l'on faisait il y a trente ans ne se font plus. De même, certaines activités d'aujourd'hui ne se feront plus demain et seront remplacées par d'autres. Cela implique qu'il y a des gagnants et des perdants. C'est une réalité qu'il faut admettre. Nous devons constamment nous adapter à un monde qui change et la décision de la BNS ne fait que renforcer la vitesse à laquelle nous allons devoir nous adapter dans les prochains mois. Reste qu'en comparaison avec nos voisins, la situation en Suisse est sans commune mesure avec les défis auxquels ils doivent faire face.

Pour conclure, M. Koopmann insiste sur la nécessité de trouver des éléments de différenciation par rapport à la concurrence. Il est impossible de

justifier nos coûts élevés de production si l'on n'est pas capable de proposer une valeur perçue comme telle par nos clients. Cela peut être un service supplémentaire, une livraison plus rapide où tout autre élément de valeur ajoutée. Le tourisme n'échappe pas à ces règles de base et se doit de trouver des services générateurs de marge. Les personnes les plus touchées par cette évolution sont celles dont le niveau de formation ne permet pas de dégager cette différence et c'est ce qui justifie que, selon M. Koopmann, nous devons établir des critères stricts dans notre politique migratoire. Autant avons-nous besoin de compétences pointues que nous ne trouvons pas en Suisse, autant ne pouvant-nous pas accepter d'augmenter le nombre de personnes faiblement formées, pour lesquelles le problème de compétitivité se pose avec tant d'acuité. C'est certes très élitiste, mais c'est tout simplement réaliste.

Revenant sur les éléments de différenciation, il est nécessaire d'améliorer les processus internes. La culture perfectionniste suisse doit être constamment remise en cause avec un objectif clair de simplifier les procédures également au niveau politique en s'attachant par exemple, lors de la mise en œuvre d'une nouvelle loi à en supprimer d'autres ou à tout le moins à l'en débarrasser de ses lourdeurs administratives.

L'assemblée applaudit chaleureusement l'orateur qui ouvre la voie aux questions. Traitant de la problématique de l'eau, il précise que chacun a un droit indiscutable à l'accès à l'eau pour ses besoins primaires. Il souligne l'importance de garantir à chacun une eau dont la qualité sanitaire est suffisante. Par ailleurs, on ne peut nier qu'il y a un marché mondial pour une eau de marque, en bouteille, avec tous les côtés liés au marketing, et que ce marché mérite aussi que l'on s'y intéresse. Il est donc important de bien faire la différence entre ces deux aspects de la problématique de l'eau, sans en mettre en cause l'un ou l'autre pour des raisons dogmatiques. Concernant l'évolution de la législation bancaire, sans contester la nécessité d'une adaptation du modèle suisse, il regrette la vitesse à laquelle le gouvernement suisse a accepté les conditions posées par l'administration

américaine, en soulignant aussi les gains énormes que celle-ci a pu réaliser dans cette opération.

À la question de savoir si la Suisse en fait assez pour attirer des entreprises étrangères de qualité, M. Koopman considère que, si l'effort est significatif, force est de constater que l'image de la Suisse a été fortement mise à mal ces dernières années. L'initiative Minder, le salaire minimum à 4000 Frs sont des éléments que les dirigeants étranger ont de la peine à comprendre. Il reconnaissent toutefois la stabilité politique, la qualité de la formation et dans une moindre mesure les questions fiscales qui restent les piliers de notre offre.

Sur l'évolution de la démocratie en Suisse, M. Koopmann considère que les entreprises doivent faire un effort particulier pour encourager leurs cadres à s'engager en politique, qu'elle soit locale, cantonale ou fédérale et leur permettant d'organiser leur temps en fonction. Il admet bien volontiers que l'exercice de la politique exige une capacité à prendre des coups non négligeable...

## Communications du Président

La participation du RC Aigle à la LAN Party retrouve des couleurs et de l'épaisseur. Le président Christian Favre attribue ce succès aux efforts de Christophe Zryd, prononce le nom d'un Rotarien illustre, Paul Harris, mais semble-t-il sans vouloir impliquer quoi que ce soit.

Au chapitre du recyclage, Pierre Echenard est dans le pipe-line. Sortie prévue le 18 décembre.

Enfin toujours dans l'épais, une fondue de mijote du côté de Muraz, patience cependant elle ne sera pas prête avant le 8 janvier 2016.

---

## Ont contribué à ce numéro:

Christian Minacci  
Jacques Gamboni

---

## Programme

Merci de consulter le programme des activités du club sur le site [Internet du RC Aigle](#), mais surtout préparez-vous à participer à la LAN PARTY **CHABLAIS/LAN**